



l'Internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE



Au cours de leur grève, les étudiants ont mis en avant des mots d'ordres qui justifieraient un large appui des organisations ouvrières. Mais, à côté de points très positifs, apparaissent des ombres (voir notre article page 7).

A l'Etat - patron opposons l'échelle mobile des salaires le contrôle ouvrier

ALORS que les prix poursuivent leur hausse, d'un mouvement plus lent mais enregistré y compris par les indices officiels, l'Etat des patrons maintient les salaires du secteur public en deça des promesses formelles faites depuis plusieurs mois. La situation devient intolérable pour les millions de travailleurs sous la coupe directe de l'Etat. Les chemins de fer, le métro, l'électricité et le gaz, les mines, sont tour à tour ou de pair paralysés par la grève. Et si des hésitations se font jour quant aux formes de lutte, un puissant mécontentement demeure.

De ce mécontentement maintenu, comme du peu de succès immédiat des grèves, naissent, ici et là, parmi les militants des interrogations et souvent une certitude : il faut poser clairement la perspective du changement de pouvoir.

Mais il ne suffirait pas de dire, à bas de Gaulle, pour que la classe ouvrière se lève dans une grève générale. Une telle grève, pourrait même être sans lendemain si les directions ouvrières ne posent pas les problèmes politiques, en termes de classe et dès à présent préparent les mots d'ordre, les actions et formes d'organisation qui culmineront sur le mot d'ordre central : « A bas le gouvernement des patrons, vive le gouvernement des travailleurs. »

Entre les revendications de salaires et celle du pouvoir, il faut jeter un pont qui permette à la classe ouvrière dans sa grande majorité de passer d'une conscience des revendications nécessaires à celle du gouvernement possible. Il faut aussi opposer à la dictature de la bourgeoisie, déjà presque évidente pour tous avec le pouvoir bonapartiste du général-président, la démocratie ouvrière et déjà en élargir les embryons que sont les partis et syndicats, des travailleurs dans un réseau de comités de front unique.

Il ne suffit nullement d'un accord des sommets sur un programme de gouvernement qui serait applicable si le pouvoir bonapartiste voulait bien mourir de vieillesse. Ce pouvoir il faut le renverser et cela ne sera possible qu'avec une mobilisation large et consciente du prolétariat. Cette élévation du niveau de conscience et de mobilisation doit se faire à partir de chaque occasion.

AINSI aujourd'hui, comment expliquer simultanément que l'on réclame une extension des nationalisations, cependant que les travailleurs de nombreux secteurs étatiques se plaignent de leurs conditions médiocres par rapport au secteur privé. Comment mobiliser de larges secteurs de travailleurs sur cette exigence ? Cela demande que l'on réclame autre chose encore, que l'on s'organise, et que l'on lutte pour d'autres revendications que celles d'augmentation de salaires. Ainsi pour faire pièce à la politique inflationniste du pouvoir auquel il prétend ne trouver remède que dans la diminution de notre niveau de vie, il faut exiger que les salaires soient liés au coût de la vie. Le gouvernement tente d'entraîner les syndicats dans ses vues sous prétexte de « politique des revenus », il ne suffit pas de lui opposer un refus de participation, il faut encore réclamer l'indexation générale des salaires sur le niveau des prix. Et bien entendu contester la détermination de ceux-ci par les services officiels qui cassent le baromètre quand monte la pression. **Il faut imposer l'échelle mobile des salaires.**

L'Etat geint et se plaint qu'il ne peut supporter les augmentations de salaires, que ses entreprises ouvrent leurs livres, que soit instaurée cette première forme du contrôle ouvrier dans les entreprises nationalisées et d'Etat. On verra alors s'il est vrai que le grand capital est le principal bénéficiaire de ces nationalisations et non les masses populaires au nom desquelles elles furent faites. Et plus généralement il faut réclamer dès à présent pour toutes les entreprises nationalisées, chemins de fer, mines, P.T.T., transports urbains, Renault, banques, un contrôle ouvrier sur tous les aspects de l'activité. Dans ces entreprises les syndicats unis doivent présenter au nom de l'ensemble des travailleurs des villes et des campagnes des plans

de développement. Et sur ces bases il sera alors possible de mobiliser ensemble les travailleurs de toutes catégories — ou presque — de ces établissements. Il sera possible alors de voir naître un enthousiasme réel dans les masses pour les mots d'ordre de nationalisation des banques, des pétroles, de la sidérurgie, etc., car alors, mais alors seulement, les travailleurs y verront un intérêt direct pour eux-mêmes. Et sur cette base les comités unitaires peuvent effectivement se développer. Etant bien entendu que leur rôle doit être effectif, qu'ils doivent vraiment dès maintenant contester les plans de l'Etat bourgeois, dès maintenant proposer les mots d'ordre et les actions et qu'il doit être clairement décidé que le contrôle ouvrier sera assuré par ces comités démocratiquement élus et non par la participation symbolique de quelques dignitaires syndicaux aux conseils d'administration. Une telle pratique pouvant d'ailleurs être jugée aux résultats donnés en Allemagne par cette forme à peine voilée d'intégration des syndicats à l'appareil capitaliste.

EN réalité ce qui est en question au travers de ces exemples concrets dictés par l'activité quotidienne de la classe, c'est la nécessité d'un programme faisant le lien entre la pratique journalière de la lutte de classe et la nécessaire prise du pouvoir. Et aussi sur un autre plan entre le programme minima des partis ouvriers et l'objectif du socialisme rejeté dans un futur brumeux. Ce qui est même en question c'est finalement le caractère parfaitement utopique de ces programmes démocratiques démontré par un siècle d'histoire du mouvement ouvrier. Le premier objectif c'est de renverser le gaullisme, mais cela même ne peut être atteint que si les partis ouvriers répondent à l'attente de la classe ouvrière, expriment clairement ce qui n'est qu'une aspiration confuse, permettent au gros des forces prolétaires de faire une expérience personnelle du régime et d'en acquérir la conscience des voies et des moyens vers un gouvernement P.S.-P.C. appuyé sur les syndicats.

C'est-à-dire qu'il faut un programme de transition vers le socialisme.

Lucien COLLONGES.

Paraît le 15 de chaque mois

n° 17 • DECEMBRE 1963

1 F • Afr. du Nord : 0 F 50